

Conférence sociale des 20 et 21 juin

La nouvelle Conférence sociale s'inscrit dans la méthode de François Hollande : faire du dialogue social « une priorité majeure », mais sans prendre de mesures sociales, voire en préparant des contre réformes antisociales (retraites par exemple). Comme l'an dernier, l'Union syndicale regrette que les organisations de chômeurs ne soient pas invitées alors qu'elles sont directement concernées par les sujets qui seront traités. Comme l'an dernier, l'organisation de cette Conférence sociale ne permet pas à tous les syndicats d'intervenir sur l'ensemble des sujets. Solidaires n'aura accès qu'à deux table-rondes : celle sur les services publics et celle sur la protection sociale et les retraites. Aucun argument ne saurait justifier ce traitement discriminatoire: les idées portées par Solidaires sont-elles si dérangeantes qu'elles ne puissent même pas être écoutées ?

Cette conférence sociale abordera des questions aussi importantes que l'emploi, les enjeux économiques, les services publics, les retraites et le financement de la protection sociale, les conditions de travail, la formation professionnelle ou les enjeux européens... Une feuille de route sera établie, comme l'an dernier, à l'issue de cette Conférence, dont le calendrier très raccourci sur le dossier retraites ne permettra pas un véritable débat public.

Pour Solidaires, la méthode et le dialogue social, ne peuvent remplacer la discussion sur les choix politiques du gouvernement.

Le patronat est à l'offensive sur une seule idée : réduire par tous les moyens ce qu'il appelle le « coût du travail ». Les salaires ne progressent pas, le chômage augmente, les recettes pour financer la protection sociale reculent... Le pouvoir de la finance se porte bien. Dans ce contexte, le gouvernement a fait le choix de poursuivre des politiques d'austérité inefficaces économiquement et injustes socialement.

La question des retraites sera un des thèmes centraux de cette conférence. L'essentiel des pistes préconisées par le rapport Moreau consiste à faire payer aux salarié-es et aux retraité-es le prix fort : allongement du nombre d'annuités, désindexation des pensions, fiscalisation accrue... Pour Solidaires, c'est inacceptable : il est possible de garantir et d'améliorer le financement de notre système de retraites par répartition à condition de mettre en œuvre un autre partage des richesses !

C'est l'ensemble de ces éléments que Solidaires portera dans les débats de cette Conférence sociale, mais aussi auprès des salarié-es.

Face aux attaques qui se préparent, notamment sur les retraites, l'Union syndicale Solidaires propose aux organisations syndicales et aux mouvements sociaux, à l'ensemble des travailleur-euses, des chômeur-euses, des précaires, des retraité-es et des jeunes de préparer une mobilisation sociale interprofessionnelle à la hauteur de ces enjeux.

Téléphone : 01 58 39 30 20 Télécopie : 01 43 67 62 14	contact@solidaires.org	www.solidaires.org
--	-------------------------------	---------------------------